

**Ministère de la Région wallonne
Direction générale de l'Agriculture**

les livrets

D E L ' A G R I C U L T U R E

N° 13

Les Sociétés en agriculture

**Présenté par Christine Le Borne,
Fédération wallonne de l'Agriculture**

Une collection
de la direction générale
de l'Agriculture



Rédaction des pages « Le point de vue du notaire »

Maître Charles Wauters, notaire, maître de conférence à l'UCL,
Maître Etienne Beguin, notaire, professeur à l'UCL.

Comité de lecture

Mesdames et Messieurs

Dominique 't Kint, *Conseiller juridique*, Fédération wallonne de l'Agriculture,
Jean-Marie Custers, *Conseiller*, Fédération wallonne de l'Agriculture,
Benoît Georges, *Attaché*, direction générale de l'Agriculture,
Etienne Auquier, *Premier Attaché*, direction générale de l'Agriculture,
Josi Flaba, *Directeur*, direction générale de l'Agriculture,
Martine Leroux, *Attachée*, direction générale de l'Agriculture.

Crédit photographique

Monsieur Jean-Louis Carpentier, direction de la Communication,
Secrétariat général du ministère de la Région wallonne.

introduction

Introduction

Certains agriculteurs, de plus en plus nombreux, se penchent sur la structure de leur exploitation et s'interrogent sur le statut de celle-ci.

L'évolution de la fiscalité, le développement d'activités de diversification, la transmission du patrimoine sont autant de thèmes qui suscitent leur réflexion.

Or, le secteur de l'agriculture est pour le moins complexe : on ne compte plus les législations qui régissent la vie d'une exploitation agricole. La législation sur le bail à ferme, sur les aides aux investissements, sur les transferts de quantité de références laitières, sur l'octroi du paiement unique, etc. ne sont que quelques exemples, sans oublier le droit des sociétés et les législations fiscales !

Avant de parler de société, il convient donc d'examiner tous les aspects de la problématique eu égard à tous les éléments propres à chaque exploitation, à la situation familiale et patrimoniale de chaque agriculteur. Cette analyse permettra d'identifier les besoins dans chaque cas et de tenter de trouver une solution appropriée aux problèmes qui se posent.

En fonction des besoins identifiés, plusieurs solutions seront envisageables.

C'est dans ce cadre que l'auteur, Madame Christine Le Borne, propose ici quelques informations géné-

rales sur différentes formes de société, sans prétendre être exhaustive.

Conseillère fiscale à la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA), Christine Le Borne a été chargée ces dernières années, pour le compte de la direction générale de l'Agriculture et de la Commission européenne, d'offrir un accompagnement aux agriculteurs désireux de constituer une société pour tout ou partie de leur activité. Durant sa mission, dans le cadre du « Plan de Développement rural » (PDR), elle s'est particulièrement attachée à fournir une information objective et complète aux agriculteurs concernés, ainsi qu'à promouvoir l'esprit d'entraide de la coopérative.

Au terme de ce projet, la direction générale de l'Agriculture est heureuse de pouvoir proposer ce livret sur les sociétés rencontrées le plus fréquemment en agriculture.

Nous espérons qu'il suscitera intérêt et réflexion, en rappelant que, quel que soit le choix opéré, il sera toujours judicieux de se faire conseiller par nos agents en services extérieurs, un notaire ou un expert ayant une expérience du monde agricole.

Josi Flaba, Directeur et **Martine Leroux**, attachée, direction du Développement et de la Vulgarisation, direction générale de l'Agriculture

préface

Ce livret est marqué par l'abondance de contacts entretenus avec les producteurs durant la conduite de ce projet PDR et par la grande diversité des situations qui ont été soumises à expertise. Cette étude comparative a été menée avec le souci de permettre d'abord une meilleure analyse d'un état réel des choses dans une exploitation et une pondération plus

juste des adaptations à apporter en fonction des développements attendus.

Je vous en souhaite bonne et fructueuse lecture.

Victor Thomas, *Directeur général*

Introduction

Certains agriculteurs, de plus en plus nombreux, se penchent sur la structure de leur exploitation et s'interrogent sur le statut de celle-ci.

L'évolution de la fiscalité, le développement d'activités de diversification, la transmission du patrimoine sont autant de thèmes qui suscitent leur réflexion.

Or, le secteur de l'agriculture est pour le moins complexe : on ne compte plus les législations qui régissent la vie d'une exploitation agricole. La législation sur le bail à ferme, sur les aides aux investissements, sur les transferts de quantité de références laitières, sur l'octroi du paiement unique, etc. ne sont que quelques exemples, sans oublier le droit des sociétés et les législations fiscales !

Avant de parler de société, il convient donc d'examiner tous les aspects de la problématique eu égard à tous les éléments propres à chaque exploitation, à la situation familiale et patrimoniale de chaque agriculteur. Cette analyse permettra d'identifier les besoins dans chaque cas et de tenter de trouver une solution appropriée aux problèmes qui se posent.

En fonction des besoins identifiés, plusieurs solutions seront envisageables.

C'est dans ce cadre que l'auteur, Madame Christine Le Borne, propose ici quelques informations géné-

rales sur différentes formes de société, sans prétendre être exhaustive.

Conseillère fiscale à la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA), Christine Le Borne a été chargée ces dernières années, pour le compte de la direction générale de l'Agriculture et de la Commission européenne, d'offrir un accompagnement aux agriculteurs désireux de constituer une société pour tout ou partie de leur activité. Durant sa mission, dans le cadre du Plan de Développement rural (PDR), elle s'est particulièrement attachée à fournir une information objective et complète aux agriculteurs concernés, ainsi qu'à promouvoir l'esprit d'entraide de la coopérative.

Au terme de ce projet, la direction générale de l'Agriculture est heureuse de pouvoir proposer ce livret sur les sociétés rencontrées le plus fréquemment en agriculture.

Nous espérons qu'il suscitera intérêt et réflexion, en rappelant que, quel que soit le choix opéré, il sera toujours judicieux de se faire conseiller par nos agents en services extérieurs, un notaire ou un expert ayant une expérience du monde agricole.

Josi Flaba, Directeur et Martine Leroux, attachée,
direction du Développement et de la Vulgarisation,
direction générale de l'Agriculture

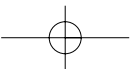
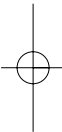
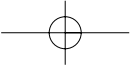


Table des matières

AVANT-PROPOS	7	5. L'appel de fonds	14
Le point de vue du notaire quant aux sociétés en agriculture	7	6. Le statut social	14
1. Structure des exploitations agricoles	7	7. La qualité de vie	15
1.1. Le mouvement sociétaire	7	8. Les aides publiques	15
1.2. Une meilleure information	7		
1.3. La société en agriculture	8		
2. Spécificités de la société en agriculture	8	LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS EN AGRICULTURE	17
2.1. L'analyse des contraintes ou les critères du choix	9	1. L'association de fait	18
3. Le notaire et la société en agriculture	10	1.1. Nature et constitution	18
POURQUOI CONSTITUER UNE SOCIÉTÉ ?	11	1.2. Apport des associés	18
1. La continuité et la transmission de l'entreprise	11	1.3. Responsabilité des associés	18
2. La protection du patrimoine privé	11	1.4. Régime fiscal	19
3. Les aspects fiscaux et administratifs	11	1.5. Cas particulier : le groupement de producteurs laitiers (GPL)	19
4. La coopération	14	1.6. Principaux avantages et inconvénients de l'association de fait	20

table des matières

6

2. La société agricole	20	5. La coopérative de transformation et de commercialisation	34
2.1. Nature	20	5.1. Les aides publiques	34
2.2. Constitution	21	5.2. La fiscalité et le fonctionnement de la coopérative	34
2.3. Apports des associés	22	6. La société de personnes à responsabilité limitée (sprl)	36
2.4. Gestion	22	6.1. Constitution	36
2.5. Régime fiscal	23	6.2. Apports des associés	36
2.6. Durée	23	6.3. Gestion	37
2.7. Aides publiques	23	6.4. Responsabilité des associés et du gérant	37
2.8. Principaux avantages et inconvénients de la société agricole	24	6.5. Parts	37
3. La société coopérative	24	6.6. Durée	38
3.1. Nature	25	6.7. Principaux avantages et inconvénients de la sprl	38
3.2. Constitution	25	7. La société anonyme (sa)	39
3.3. Apports des associés	25	7.1. Constitution	39
3.4. Associés	26	7.2. Apports des associés	39
3.5. Gestion	27	7.3. Principaux avantages et inconvénients	40
3.6. Responsabilités	27	MARCHE À SUIVRE POUR CRÉER UNE SOCIÉTÉ	41
3.7. Parts	27	LES FRAIS DE CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ	43
3.8. Durée	27	TABLEAU RÉCAPITULATIF	45
3.9. L'agrégation au Conseil national de la Coopération	28	GLOSSAIRE	47
3.10. Régime fiscal	28	RÉFÉRENCES ET ADRESSES UTILES	49
3.11. Aides publiques	29		
3.12. Principaux avantages et inconvénients de la société coopérative	29		
4. La coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)	30		
4.1. Les aides publiques	31		
4.2. L'enregistrement comme entrepreneur	32		
4.3. La fiscalité et le fonctionnement de la CUMA	32		
4.4. La fiscalité du coopérateur	33		

Avant-propos

7

Le point de vue du notaire quant aux sociétés en agriculture

Ces dernières années, l'agriculture a connu une évolution très importante, en profondeur. Le métier d'agriculteur est résolument passé d'une ère essentiellement de production en vue d'un marché avec prix garanti à une ère de production pour un marché libre. La différence est essentielle.

L'activité devient de plus en plus spéculative et les risques nettement plus importants. Enfin, l'agriculture a la particularité d'encore être aux mains de

« familles » d'agriculteurs, au caractère social particulier, où plusieurs membres de la famille, en général, sont impliqués dans les travaux de l'exploitation agricole ; le caractère familial reste dominant quoique l'on évolue vers une activité de plus en plus commerciale, voire industrialisée vu les tailles des exploitations et les capitaux nécessaires pour un matériel adéquat etc., actuellement du moins. L'avenir nous apprendra si ce rôle social, tellement important pour nos campagnes, pourra être maintenu.

1. Structure des exploitations agricoles

1.1. Le mouvement sociétaire

Ces dernières années, nous avons connu pas mal de créations de sociétés au sein des exploitations agricoles. Les raisons essentielles nous paraissent

se situer au niveau fiscal et, de plus en plus, au niveau de la limitation de risques, grâce à une structure sociétaire à responsabilité limitée.

1.2. Une meilleure information

Le monde agricole s'informe d'une manière beaucoup plus pointue qu'il y a quelque temps : les réunions des associations diverses (CETA, FWA, banques, DGA, etc.), ainsi que des articles de presse bien élaborés constituent une source d'information

qui permet au monde agricole de mieux cerner les possibilités qui se présentent pour structurer les exploitations agricoles. Les informations se sont surtout situées au niveau des problèmes de reprise et de planification successorale.

avant-propos

1.3. La société en agriculture

Les notions juridiques de la société sont de mieux en mieux connues au sein du milieu agricole. Les caractéristiques d'une société sont ici présentées par Madame Christine LE BORNE. Le tableau synoptique qui clôture sa réflexion constitue un guide intéressant. Retenons cependant que d'autres critères sont à prendre en considération, pour motiver la création d'une société en agriculture.

Exemples :

- permettre l'organisation d'une indivision familiale, de manière plus souple qu'en personne physique, c'est l'aspect civil ;

- faciliter les reprises d'exploitation, qui deviennent de plus en plus grandes, qui demandent des capitaux énormes, ce qui provoque parfois de très grandes difficultés familiales, vu l'écart se creusant de plus en plus entre le prix « de famille » et le prix du marché de reprise des exploitations agricoles ;

- favoriser la possibilité de poursuivre l'exploitation sans avoir l'obligation de contracter un bail à ferme avec un tiers, et de subir certaines conséquences non voulues de la loi sur le bail à ferme. Une réflexion complémentaire mériterait d'être menée pour compléter ce travail de Madame LE BORNE, quant aux incidences en aval des sociétés en agriculture.

2. Spécificités de la société en agriculture

La création des sociétés en agriculture est une question complexe tant est grande la diversité des règles applicables (droit des sociétés, bail à ferme, droits de production, FIA, ...) et tant les implications sont nombreuses, au plan fiscal, social et civil.

On doit admettre qu'il n'y a pas de solution toute faite, ni de solution miracle. Chaque cas d'espèce doit être analysé et une solution adaptée doit lui être réservée. Il faut tenir compte de **toutes les données** de la problématique et de toutes les conséquences de la décision de créer une société et pas uniquement des conséquences fiscales. En effet, l'expérience nous montre que les lois fiscales changent très souvent.

Il convient d'avoir égard aux spécificités de l'exploitation agricole par rapport aux autres types d'entreprises. On peut citer à titre exemplatif :

- le caractère familial de l'exploitation agricole, qui engendre un type de relations fort personnalisées ;

- les spécificités du régime fiscal des agriculteurs tant en matière d'impôt sur les revenus (régime du forfait) qu'en matière de taxe sur la valeur ajoutée ;

- le régime des aides publiques à l'agriculture et des conditions d'octroi de celles-ci ;

- les limites imposées par la loi sur le bail à ferme pour la cession de l'exploitation ;

- les règles spécifiques applicables en matière de transfert de quotas laitier ou betteravier.

Si la transformation et la commercialisation des produits agricoles sont assurées par de puissantes

avant-propos

sociétés, le développement du phénomène sociétaire en agriculture est récent et encore limité.

Outre par l'individualisme des agriculteurs, cette situation s'explique tant par des facteurs naturels (le rythme des saisons), techniques (la faible mécanisation du travail), politiques (la promotion de l'exploitation agricole familiale) et juridiques (par exemples,

les limites apportées par la loi sur le bail à ferme aux congés pour exploitation personnelle donnés par une société, la fixation de superficies maximales de rentabilité, les conditions d'intervention du FIA) (JF PILLEBOUT, « Sociétés d'exploitation agricole », « Litec », 1986, p. 15).

2.1. L'analyse des contraintes ou les critères du choix

Le choix d'une forme de société sera fonction des contraintes qui s'imposent aux agriculteurs. Parmi celles-ci, seront prises en considération plus spécialement les contraintes suivantes :

- les capitaux requis ;
- la limitation de la responsabilité ;
- les obligations fiscales et comptables ;
- le bail à ferme ;
- les aides publiques.

Les capitaux requis

Comme mentionné ci-après, le capital minimum requis par la loi varie suivant le type de société considéré. Le choix de la forme juridique devra tenir compte de cette contrainte et être fonction de l'importance des investissements requis par le projet.

La limitation de la responsabilité

La responsabilité des associés, des gérants et des administrateurs varie suivant le type de société considéré (voir infra). La responsabilité illimitée des gérants de la société agricole pour tous les engagements de

la société constitue incontestablement un inconvénient majeur de cette forme de société, spécialement lorsque la société comporte plusieurs gérants, chacun assumant les conséquences des actes posés par les autres.

Les obligations fiscales et comptables

Les sociétés à forme commerciale sont soumises aux règles relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises. Elles doivent, en principe, assurer le dépôt de leurs comptes à la Banque nationale de Belgique. Par contre, la société agricole n'est pas tenue au respect de ces dispositions.

De même, les sociétés à forme commerciales sont soumises à l'impôt des sociétés alors que les bénéfices de la société agricole sont, en principe, imposés dans le chef des associés, sauf option pour l'impôt des sociétés (voir infra).

La société agricole présente incontestablement une plus grande souplesse au plan comptable et fiscal que les autres formes de société. Ce sera parfois la raison de l'option pour cette forme de société.

avant-propos

Le bail à ferme

Comme on l'a noté, la loi sur le bail à ferme prohibe toute cession ou sous location, sauf accord écrit et préalable du propriétaire. Cette règle connaît une atténuation en ce qui concerne la société agricole puisque l'article 838 du « Code des sociétés » précise que « l'exploitation à titre d'associé gérant d'une société agricole est assimilée à l'exploitation personnelle ». **L'accord écrit et préalable du propriétaire ne sera dès lors pas requis pour exploiter des terrains loués dans le cadre d'une société agricole pour autant que le preneur en soit gérant.**

Cette contrainte de la loi sur le bail à ferme imposera dans certains cas le choix de la société agricole spécialement si le ou les bailleurs s'opposent à la cession du bail à ferme au profit de la société à constituer.

Les aides publiques

Tant les sociétés à forme commerciale que la société agricole peuvent prétendre au bénéfice des aides à l'agriculture. Toutefois, les conditions de forme imposées pour les sociétés commerciales sont plus sévères. Quant aux CUMA, elles devront nécessairement opter pour la forme coopérative.

3. Le notaire et la société en agriculture

Comme le souligne très bien l'auteur, le notaire intervient en ces matières régulièrement et ce, de par la loi, puisque les actes de création de sociétés et les modifications des statuts de ces sociétés sont à passer par acte notarié. Le notaire intervient également comme juriste en droit des sociétés et peut très utilement participer à la mise au point de clauses statutaires spécifiques, pour offrir à l'agriculteur la meilleure structure juridique, en fonction de son cas personnel et de sa vision du développement de son exploitation agricole.

Le notaire reste aussi essentiellement un généraliste du droit. Le recours à ses conseils permet souvent, grâce à la collaboration qu'il peut mener avec les conseillers fiscal, comptable, syndical etc., d'arriver à cerner au mieux les problèmes à résoudre lors d'un passage en société d'une exploitation agricole et d'adapter ainsi non seulement des statuts sur mesure mais également des contrats de mariage adéquats, des pactes d'associés, des pactes de famille, des dis-

positions testamentaires, des modalités d'acquisition de terres ou bâtiments, en fonction des capacités financières de la société, ou des agriculteurs en personnes physiques, en veillant aux incidences fiscales, successorales et, bien entendu, à la sécurité d'exploitation.

Le notaire, de par son expérience de la vie des familles, où il intervient à différents stades, de la naissance jusqu'au décès, peut contribuer judicieusement à la recherche de l'habit juridique sur mesure, pour une exploitation agricole, permettant ainsi à l'agriculteur de se développer de la manière la plus harmonieuse qu'il soit, pour son épanouissement, dans un souci d'équité. Ces notions doivent toujours constituer le fil conducteur d'une réflexion en ce domaine.

Charles Wauters, *Notaire et Maître de conférences à l'UCL*
Etienne Beguin, *Notaire et Professeur à l'UCL*

Pourquoi constituer une société ?

Pourquoi constituer une société ?

11

Beaucoup d'éléments peuvent pousser un agriculteur à envisager la constitution d'une société.

Les raisons principalement rencontrées sont présentées dans ce chapitre.

1. La continuité et la transmission de l'entreprise

Dans les exploitations agricoles, entreprises familiales le plus souvent, la transmission de l'outil de travail et du patrimoine est une préoccupation importante. La succession de l'agriculteur indépendant peut générer des difficultés car la propriété et la gestion de l'entreprise ne font qu'un.

En cas de décès de l'agriculteur, l'exploitation sera souvent partagée entre plusieurs héritiers en vertu du droit successoral. Lorsqu'un des héritiers collaborait déjà à l'exploitation avant le décès de l'exploitant propriétaire, il peut se retrouver face à une grande incertitude quant à la pérennité de son outil de travail.

Constituer une société peut apporter une solution à cette situation. En effet, dans une société, propriété et gestion peuvent être séparées. Ainsi, le décès de l'agriculteur, personne physique et associé de la société n'entraînera pas la dissolution de la société. L'héritier qui collabore à l'entreprise verra sa situation moins compromise lors du décès de l'un des

associés, voire du fondateur lui-même, puisque chaque héritier ne reçoit que des parts et que celles-ci ne pourront être cédées que selon certaines modalités parfois strictes.



Pourquoi constituer une société ?

2. La protection du patrimoine privé

Lorsqu'une ferme est exploitée sous la forme d'une personne physique, il n'y a pas de distinction entre le patrimoine de l'entreprise (les machines, le bétail, ...) et celui de la personne physique (par exemple l'habitation).

Le patrimoine privé de l'exploitant est donc soumis aux risques de l'entreprise et pourrait devoir servir à éponger les dettes de l'entreprise en cas de difficultés.

Dans une société, en principe, il y a séparation entre les biens des associés et ceux de l'entreprise. Ainsi, dans les sociétés à responsabilité limitée (sa, sprl, srl...) l'associé ne répond des dettes de l'entreprise qu'à concurrence du capital qu'il a souscrit, c'est-à-dire engagé dans la société. Les créanciers de la société ne peuvent faire appel au patrimoine privé de l'entrepreneur qui donc est protégé.

Des nuances doivent être apportées. Parfois la responsabilité personnelle des associés fondateurs peut être engagée : ce sera le cas lorsque la société est déclarée en faillite dans les 3 ans de sa constitution et si l'étude du plan financier révèle que le capital

était manifestement insuffisant pour assurer la viabilité de l'entreprise pendant 2 ans. Ce sera également le cas lorsque certaines fautes sont commises par les dirigeants de l'entreprise.

Un administrateur acquiert du matériel au nom de la société, sans accord du conseil d'administration. Manifestement, la situation financière de la société ne lui permet pas d'honorer cet achat ; cette dernière peut donc être lésée et elle peut réclamer des dommages et intérêts à son administrateur indélicat, voire même le révoquer pour faute ou perte de confiance. Le vendeur du matériel, qui croit avoir contracté avec la société, peut également agir en justice directement contre l'administrateur fautif.

En outre, dans les sociétés à responsabilité illimitée (société agricole¹, scri,...), chaque associé est responsable sur son patrimoine personnel de tous les engagements de la société. Dans toutes les sociétés, cependant, les associés seront toujours responsables des engagements personnels qu'ils ont pris (par exemple, un associé se porte caution d'un emprunt conclu par la société).

3. Les aspects fiscaux et administratifs

Au-delà des frais de constitution, le fait d'exercer une activité en société requiert souvent plus de travail administratif que pour la gérer en tant qu'entrepreneur individuel. Les obligations résultant du code des sociétés (assemblée générale, conseil d'administration, rapports de gestion, tenue de registres etc.) peuvent rebuter certains candidats.

Sur le plan fiscal, en règle générale, les bénéfices d'une entreprise exercée en personne physique sont imposés dans le chef de l'entrepreneur et cet impôt, en Belgique, est progressif.

Les bénéfices d'une société sont quant à eux imposés au taux de l'impôt des sociétés (actuellement 33,99 %), en principe moins lourd que l'impôt des personnes physiques.

¹ A l'exception des associés commanditaires.

Pourquoi constituer une société ?

Ainsi, au fur et à mesure que s'élèvent les revenus, l'impôt des sociétés paraît plus favorable.

Ici aussi des nuances importantes doivent être apportées, particulièrement quand il s'agit d'exploitations agricoles. En effet, le taux de taxation distinct de 16,5 % sur les aides européennes et les bases forfaitaires de taxation ne sont pas applicables à l'impôt des sociétés.

Comment les associés peuvent-ils bénéficier des revenus de la société ? Citons les méthodes les plus courantes :

- rémunération des associés par la société

Cette rémunération constitue une charge déductible pour la société mais elle est imposée à l'impôt des personnes physiques, au taux progressif, dans le chef de l'associé qui la perçoit ;

- location de biens immobiliers

Les biens immobiliers appartenant aux associés qui n'ont pas fait l'objet d'apports à la société peuvent être donnés en location à celle-ci. Dans le secteur agricole, l'opération peut se révéler particulièrement intéressante car les biens loués dans le cadre d'un bail à ferme bénéficient d'une fiscalité attractive ;

Ainsi, par exemple, les fermages perçus par une personne physique pour la location de terrains agricoles, en vertu d'un bail à ferme passé par acte authentique et prévoyant une première période d'occupation de 18 ans, sont exonérés de taxation

à l'impôt sur les revenus. Seul, le précompte immobilier sera dû ;

- rémunération de l'apport en capital

La rémunération de l'apport en capital est fiscalement considérée comme un dividende et fait partie du bénéfice taxable de l'entreprise. Ce revenu mobilier sera généralement frappé d'un précompte de 25 % (ou de 15 % dans certains cas)² retenu par la société ;

- rémunération des avances productives d'intérêts

Il arrive fréquemment que les dirigeants d'entreprise fassent des avances à leur société. La société alloue alors un intérêt. Ces intérêts sont une charge déductible pour la société moyennant la retenue d'un précompte de 15 % (si l'avance est ultérieure au 1er mars 1990).

Dans le chef du dirigeant de l'entreprise, personne physique, le précompte mobilier de 15 % sera le seul impôt. Les conditions suivantes doivent cependant être respectées pour que ces intérêts ne soient pas qualifiés en dividendes et soumis au taux de précompte mobilier de 25 % :

- le taux d'intérêt ne doit pas être supérieur au taux du marché ;
- le montant des intérêts doit constituer la rémunération d'un prêt d'argent dont le montant ne doit pas dépasser le capital libéré en fin de période imposable, majoré des réserves taxées de cette société au début de cette même période imposable.

² Le précompte sera de 15 % si les actions ont été émises à partir du 1er janvier 1994 par appel public à l'épargne ou pour les autres actions émises à partir de cette date si elles sont inscrites nominativement chez l'émetteur depuis leur émission ou déposées à découvert auprès de certains établissements (banque, ...).

Pourquoi constituer une société ?

Au 31 décembre 2005, le capital libéré de la société X était de 18.600 €. Ses réserves, au 1er janvier de la même année, s'élevaient à 10.000 €.

Pour bénéficier du taux de taxation de 15 %, les intérêts sur les avances effectuées par le gérant de la société ne peuvent dépasser 2.288 € pour 2005, c'est-à-dire un taux maximal de 8 % calculé sur le montant de 18.600 € + 10.000 € soit 28 600 €.

Le précompte sera toujours de 15 % lorsque l'intérêt a trait à un prêt à une société coopérative agréée par le Conseil national de la coopération (voir infra).

Bien d'autres éléments doivent être pris en considération. En outre, le système fiscal peut évoluer dans le temps.

14

Les aspects fiscaux sont très importants dans la réflexion sur le passage d'une entreprise sous forme de société mais ils ne peuvent à eux seuls justifier la transformation du statut juridique de l'exploitation.



4. La coopération

Travailler seul peut s'avérer être lourd. Une société permet de s'associer avec d'autres partenaires qui apporteront éventuellement des fonds mais aussi et surtout pourront s'engager activement dans la société. Un projet commun d'envergure pourra ainsi être développé, d'autant plus que des aides spécifiques aux

coopératives peuvent être accordées dans le secteur agricole.

La société coopérative dont l'objet est l'utilisation de matériel agricole en commun, appelée communément CUMA, en est une belle illustration.

5. L'appel de fonds

Une entreprise a souvent besoin de moyens financiers. L'entrepreneur isolé se trouve parfois confronté à un accès limité aux fonds dont il aurait

besoin pour développer son activité. La société permet d'attirer des partenaires qui pourront investir du capital dans l'entreprise.

6. Le statut social

L'exploitant, personne physique, est un travailleur indépendant, assujetti au statut social des travailleurs indépendants.

pendants. Sous certaines conditions, il peut conclure un contrat de travail avec la société pour autant qu'il se trouve dans un lien de subordination avec elle.

L'exploitant ayant une fonction de gestion dans la société est aussi assujetti au statut social des indé-

Cette situation est rare et l'activité salariée doit être clairement dissociée de l'activité du dirigeant. Les

Pourquoi constituer une société ?

dirigeants d'entreprise sont alors assujettis au régime de sécurité sociale des salariés concernant cette

activité et au statut social des indépendants pour leur activité de dirigeant d'entreprise.

7. La qualité de vie

S'associer permet de partager le temps de travail et de dégager du temps libre. Dans le secteur

agricole, cet élément n'est pas encore assez pris en compte. Or il mérite réflexion.

8. Les aides publiques

L'octroi d'aides publiques spécifiques est une motivation supplémentaire pour constituer certains types de sociétés.

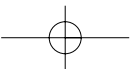
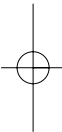
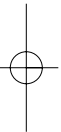
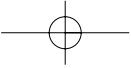
Le fonds d'Investissement agricole (FIA), par exemple, octroie des aides spécifiques aux sociétés coopératives. Ce point sera développé dans le chapitre consacré à cette société. Cependant, les personnes morales en général doivent répondre à certains critères pour que le FIA puisse intervenir :

- la société doit être constituée pour une durée illimitée ;
- toutes les actions ou parts de la société doivent être nominatives ;
- les actions ou parts de la société doivent appartenir pour au moins la moitié plus une aux administrateurs ou gérants ;
- les administrateurs ou gérants de la société sont désignés parmi les associés ;

- tous les administrateurs délégués ou gérants de la société ou, en leur absence, tous les administrateurs, doivent être des personnes physiques qui gèrent l'exploitation considérée et y exercent une activité à titre principal.

D'autres aides sont possibles, au niveau fédéral, régional, provincial, voire communal. Le présent ouvrage envisagera uniquement les aides à l'investissement gérées par la direction générale de l'Agriculture.





les principales sociétés en agriculture

Les principales sociétés en agriculture

17

Tous les types de sociétés qu'il est possible de constituer en Belgique ne sont pas d'usage en agriculture. Au départ de quelques situations exemplatives, le livret propose des informations sur les sociétés principalement rencontrées dans le secteur et envisage leurs implications d'un point de vue pratique : la constitution de la société, sa gestion, les responsabilités des uns et des autres, l'accès aux aides du FIA, les réserves concernant le bail à ferme, le point de vue fiscal, ... Enfin, le lecteur trouvera dans les dernières pages de l'ouvrage, un lexique reprenant quelques termes importants, de même qu'un tableau récapitulant les principaux traits des sociétés étudiées.

Faut-il être plusieurs pour constituer une société ?

En principe, une société est constituée par au moins deux personnes qui conviennent de mettre en commun quelque chose en vue de partager les bénéfices qui pourront en résulter. Toutefois, la loi permet aussi la constitution de sociétés unipersonnelles.

Sociétés civiles et sociétés commerciales

La nature civile ou commerciale d'une société est déterminée par son objet. Dans le secteur agricole,

on ne peut conclure à l'existence d'actes de commerce que si les produits vendus ont subi une transformation après le stade de la production pure, grâce à l'achat de produits auprès de tiers (par exemple, la vente de poulet préparé ou de tartes). L'activité des exploitations agricoles et horticoles, en général, ne fait donc pas partie des actes commerciaux. Ces exploitations ont un objet civil.

Dès lors, le plus souvent, les sociétés en agriculture relèvent du droit civil. Le droit des faillites et le concordat judiciaire ne s'appliquent pas à elles. Elles relèvent de la compétence des tribunaux civils (alors que les sociétés commerciales relèvent du Tribunal de commerce).



les principales sociétés en agriculture

1. L'association de fait

Pierre est agriculteur. Il a un fils, Marc, désireux de se lancer dans le métier mais Pierre n'a que 50 ans et est trop jeune pour prendre sa retraite. Marc, quant à lui, a 21 ans et manque d'expérience, même si la ferme, il la connaît pour y avoir déjà passé pas mal de temps en aidant son père.

Pierre et Marc vont s'associer. Marc va reprendre une partie de l'exploitation. Il pourra financer cette reprise avec l'aide du fonds d'Investissement agricole (FIA). Pierre et Marc exploiteront la ferme ensemble pendant quelques années, en association de fait. La transition se fera ainsi en douceur.

18

1.1. Nature et constitution

Deux ou plusieurs personnes s'associent sans passer d'acte juridique devant un notaire. Ils forment une société civile, communément appelée « association de fait ». Cette société ne possède pas de personnalité juridique.

Le cas le plus fréquemment rencontré en agriculture est l'association dite « père/fils ».

L'association de fait est attractive, dans la mesure où les contraintes administratives qui lui incombent sont assez réduites.

Bien que, dans les faits, cela soit peu courant, il sera utile de rédiger un contrat de collaboration qui règle le fonctionnement de l'entreprise menée en commun.

1.2. Apport des associés

En règle générale, chaque associé garde la propriété des biens ou des droits de preneur de bail à ferme qu'il apporte en jouissance à l'association. Etant donné l'absence de personnalité juridique de cette structure, en terme de propriété, ce sont les règles de l'indivision qui s'appliquent.

En matière de fonds d'Investissement agricole (FIA), chaque associé peut conserver sa qualité d'agriculteur à titre principal.

Enfin, la législation sur le bail à ferme permet qu'une association exploite les biens dont l'un des deux associés est locataire, sans l'accord préalable du bailleur.

1.3. Responsabilité des associés

La société civile, sans personnalité juridique, n'a pas de patrimoine juridique distinct de celui de ses associés, elle ne peut donc agir en tant que telle, mais uniquement " au travers " de ses associés.

Ce sont eux qui contracteront les emprunts nécessaires à l'entreprise ou qui esteront en justice, le cas échéant.

les principales sociétés en agriculture

1.4. Régime fiscal

Sur le plan fiscal, chaque associé est imposé, en personne physique, sur la part des revenus dégagés par l'association qui lui revient.

Les bénéfices de l'association, qui est assujettie en tant que telle à la TVA, peuvent être déterminés et

imposés selon les bases forfaitaires de taxation. Le régime particulier agricole pour la TVA peut également trouver à s'appliquer.

1.5. Cas particulier : le groupement de producteurs laitiers (GPL)

Le groupement de producteurs laitiers est une association de fait temporaire (pour une durée de trois campagnes, renouvelable) entre deux producteurs, agriculteurs à titre principal, disposant déjà chacun d'un quota laitier.

Les producteurs associés ne constituent plus alors qu'un seul producteur au niveau de leur identification. Ils ne gèrent donc ensemble, de façon autonome, qu'une seule exploitation résultant de la mise en commun de **toutes** leurs activités agricoles, de leurs moyens de production, de leurs quotas, etc.

Chacun des membres du groupement poursuit les engagements propres qu'il a contractés avant la constitution du groupement (ex : les aides FIA, les emprunts, les engagements antérieurs sur les terres à exploiter, etc.).

Une demande de constitution du groupement doit être introduite sur un formulaire spécifique, entre le 1er avril et le 30 novembre de la campagne laitière auprès de la direction générale de l'Agriculture (DGA) du ministère de la Région wallonne.

Le groupement de producteurs laitiers (GPL) existe dès le 1er avril qui suit la demande, sous réserve d'acceptation du dossier par l'administration et passation d'un acte authentique portant création du GPL.

Le GPL permet de mettre en commun des moyens de production dans les exploitations laitières sans que les règles de cumul des quotas soient appliquées. En effet, chaque associé reste titulaire de son quota laitier. En cas de dissolution du groupement, chaque associé retrouve son exploitation d'origine et son quota laitier.

A l'instar du GAEC français, le GPL permet à ses associés non seulement de mieux rentabiliser les outils de travail, mais aussi de partager le travail et, par là, d'accéder à une meilleure qualité de vie.

Etant une association temporaire, d'une courte durée, le GPL n'a pas l'accès aux aides du fonds d'Investissement agricole (FIA). Les investissements éventuellement effectués par les membres d'un GPL doivent dès lors être supportés par une association dont les statuts ont été enregistrés, d'une durée au moins équivalente à celle des aides demandées (souvent 15 ans).

Les implications fiscales de la création d'un GPL pouvant être importantes, il est conseillé de se renseigner auprès de son conseiller fiscal avant toute décision.

les principales sociétés en agriculture

1.6. Principaux avantages et inconvénients de l'association de fait

- Peu de contraintes administratives.
- Pas besoin d'acte notarié (sauf GPL).
- Conservation de la propriété de ses biens garantie à chaque associé qui reste responsable de ses engagements et obligations propres (aides, emprunts, bail,...).
- Système de forfait de taxation et le régime particulier agricole TVA possibles.
- Pas besoin de l'accord préalable du bailleur.
- Cas particulier du GPL pour l'accès au FIA.
- Risque de manque de clarté (répartition des revenus, taxes et impôts), en cas d'absence de contrat de collaboration.

20

2. La société agricole

Un agriculteur a quatre enfants. Afin d'assurer sa succession sans problème, alors que son fils cadet est le seul de ses enfants qui souhaite reprendre l'exploitation familiale, il constitue une société agricole dont il est l'associé gérant. La société peut exploiter les 50 ha pour lesquels il est titulaire d'un bail à ferme sans devoir demander l'accord des différents bailleurs.

Lorsque l'exploitant prendra sa pension, ou lors de son décès, ses enfants hériteront des parts de la société et pourront continuer l'exploitation en nommant, par exemple, le frère cadet associé gérant. C'est lui qui effectuera le travail physique sur l'exploitation.

Les autres enfants, associés commanditaires, percevront un revenu après rémunération du gérant.

2.1. Nature

La société agricole est une société de droit civil dotée de la personnalité juridique (distincte de celle de ses associés) ayant pour objet l'exploitation d'une entreprise agricole ou horticole par plusieurs co-exploitants. Cette forme de société a été créée en 1979 spécialement pour les exploitations agricoles, essentiellement pour deux objectifs :

- assurer la continuité de l'exploitation agricole ou horticole familiale. En effet, si le patrimoine de l'entreprise est rassemblé en une personne morale, c'est-à-dire en un être juridique distinct des associés qui la composent, le partage

successoral en nature du patrimoine de l'entreprise peut être remplacé par un partage de parts ;

- permettre la collaboration, soit des exploitants entre eux, soit entre l'exploitant et le bailleur de fonds, dans une société adaptée à l'exploitation agricole ou horticole.



les principales sociétés en agriculture

L'objet visé par la loi créant la société agricole est l'agriculture et l'horticulture comprises au sens large : la culture, l'élevage et la vente des produits qui en sont issus, éventuellement avec une première transformation (le beurre de ferme, par exemple).

Le législateur a voulu qu'elle s'applique également à l'arboriculture, c'est-à-dire à la culture de jeunes arbres pour l'ornementation et les fruits, mais aussi à la sylviculture, c'est-à-dire à la production de jeunes arbres en vue de produire du bois.

2.2. Constitution

La constitution d'une telle société est d'un formalisme simplifié : acte sous seing privé, sauf s'il y a apport de biens immobiliers. L'acte constitutif sera déposé au greffe du Tribunal civil qui se chargera d'en conserver un exemplaire et de le publier par extrait au « Moniteur belge ».

Capital

Le capital, à la constitution de la société, doit être de 6.200 € au minimum. Le reste du capital peut être apporté en nature (cheptel, matériel, bâtiments, ...) ou en numéraire. Il doit être intégralement souscrit et doit être libéré pour au moins le cinquième.

Associés

La société agricole se compose uniquement de personnes physiques (deux au minimum, même s'ils sont époux). Les associés se répartissent en deux catégories : le ou les associés gérants et le ou les associés commanditaires

L'associé gérant

C'est l'élément moteur de la société : la loi lui impose de prêter un travail physique auquel il doit consacrer au moins 50 % de son temps et duquel il doit tirer au moins 50 % de ses revenus. Il est rémunéré par l'entreprise « quels que soient les résultats », tout en gardant son statut d'indépendant. Il assure

totale la gestion de l'entreprise et sa fonction correspond à la durée de la société. Il représente seul la société vis-à-vis des tiers. Sa responsabilité est illimitée. Il peut être ou ne pas être titulaire de parts. En pratique, le plus souvent, l'associé gérant sera porteur de parts et aura ainsi la double qualité de gestionnaire et de commanditaire.

L'associé commanditaire

C'est l'apporteur de capitaux en nature ou en espèces. Il doit, lui aussi, être une personne physique et n'a qu'un pouvoir de contrôle limité sur les activités de la société. Il n'a aucun pouvoir de gestion et sa responsabilité est limitée à ses apports. Sa rémunération correspondra au maximum à l'intérêt légal de son capital mais après paiement de l'associé gérant et mise en réserve éventuelle de tout ou partie de résultat.



les principales sociétés en agriculture

2.3. Apports des associés

Les apports à une société agricole sont effectués en argent ou en nature. L'évaluation des apports en nature se fera avec sincérité et bonne foi, suivant un rapport signé par les associés; il ne faut donc pas faire appel à un réviseur d'entreprise. Cependant, la loi exclut les apports en nature consistant en travaux ou prestations de services ainsi que les droits et obligations du preneur découlant du bail à ferme. Cette exclusion est normale puisque la loi sur le bail à ferme interdit la cession ou la sous-location sans l'accord préalable du bailleur. Par contre, l'apport d'un bail à ferme par le bailleur n'est pas interdit. Si le bien ainsi apporté par le bailleur (en exploitation ou en jouissance) est exploité par un tiers fermier, la société pourra lui donner congé pour exploitation personnelle, à condition que le bailleur soit associé gérant.

Particularités

Toutefois, pour élargir le champ d'application de la société agricole au locataire fermier, la loi a prévu une exception : le preneur « n'apportera pas » son bail à ferme à la société agricole ; c'est la société agricole qui exploitera à sa place (et cette exploitation est assimilée à de l'exploitation personnelle, à condition que le preneur ait qualité d'associé gérant). Dans les rapports entre bailleur et locataire, il n'y aura rien de changé. Un locataire peut participer à

une société agricole à condition d'en être associé gérant, sans autorisation écrite et préalable de son bailleur, à qui il continuera à verser personnellement les fermages. Rien ne change, en ce cas, dans les rapports bailleur-preneur. Cette particularité est un des avantages essentiels de la société agricole.

Parts

La société agricole est une société fermée : les parts ne seront transmissibles qu'entre vifs, de façon très limitée et, en cas de décès, uniquement au profit des membres de la famille : conjoint du cédant, ascendants, descendants et même alliés. Toutes les parts sont nominatives. Le nom de leur titulaire et tout transfert de parts doivent figurer avec précision dans le registre des associés qui est tenu au siège de la société. La transmission des parts entre vifs doit être effectuée en priorité à un associé, au conjoint du cédant, aux ascendants au premier degré, aux descendants et à leurs alliés. A défaut, elles pourront être proposées à un tiers mais sous réserve d'un droit de préemption au profit du ou des associés gérants. En cas de cession à un tiers, l'assemblée générale des associés commanditaires (voir ci-dessous) devra se prononcer à la simple majorité. Celui des associés qui s'y refuse est obligé de reprendre les parts.

2.4. Gestion

Assemblée générale et assemblée générale des associés commanditaires

Il y a deux catégories d'assemblées :

- l'assemblée générale comprenant tous les associés gérants et commanditaires, qui se réunit pour les décisions les plus importantes (modification

des statuts, dissolution de la société, admission d'un tiers parmi les associés). Pour ces motifs, il faut l'unanimité des associés gérants et une majorité des trois quarts des associés commanditaires ;

- l'assemblée générale des associés commanditaires qui intervient pour la décharge de gestion

les principales sociétés en agriculture

aux associés gérants, la répartition du résultat d'exploitation, la rémunération des associés gérants. La décision est prise à simple majorité. Au point de vue du vote, « une part égale une voix ».

Rémunération

L'associé gérant a droit au salaire d'un ouvrier agricole spécialisé suivant les barèmes officiels. Cette rémunération lui est assurée quel que soit le résul-

tat d'exploitation. En outre, mais après la rémunération des parts sociales, il recevra une quote-part du solde en rémunération de son travail.

Les parts sociales de l'associé commanditaire seront rémunérées pour une quotité qui ne peut dépasser l'intérêt légal (actuellement 7 %) de leurs parts libérées. L'associé gérant titulaire de parts a donc également qualité d'associé commanditaire.

2.5. Régime fiscal

En ce qui concerne le régime fiscal, deux options existent. Tout d'abord le régime des personnes physiques : dans ce cas, la société agricole est réputée ne pas avoir de personnalité juridique fiscale de telle sorte que les bénéfices seront répartis entre les associés et taxés à l'impôt des personnes physiques (régime forfaitaire ou comptabilité complète). En matière de TVA, la société agricole bénéficie de la même option, soit régime forfaitaire, soit régime normal. La société agricole peut aussi opter pour la personnalité juridique fiscale : dans ce cas, elle sera

soumise à l'impôt sur les sociétés, mais en respectant certaines obligations :

- compter trois associés au moins ;
- porter son capital de 6.200 € à 30.950 € au moins.

Le salaire et les dividendes recueillis par les associés sont taxés à l'impôt des personnes physiques en tant que revenus professionnels ou mobiliers, le solde étant, quant à lui, soumis à l'impôt des sociétés. En matière de TVA, seul le régime normal reste alors possible.

2.6. Durée

La société agricole est constituée pour une durée illimitée, sauf dispositions spéciales des statuts. Le décès d'un associé n'entraîne pas la dissolution

de la société. La loi précise que, sauf dispositions contraires des statuts, la société est poursuivie avec ses héritiers.

2.7. Aides publiques

La société agricole peut bénéficier des aides du Fonds d'Investissement agricole (FIA), le ou les associés gérants exerçant une activité professionnelle à titre principal pour l'exploitation considérée. Dans le cas de reprise d'exploitation sous la forme d'une société, l'aide de première installation est

accordée pour le rachat de parts, sur base d'une expertise avec un inventaire détaillé, effectuée par un réviseur d'entreprise. Les conditions de l'aide (capacité professionnelle, etc.) doivent être respectées dans le chef du ou des associés gérants.

les principales sociétés en agriculture

2.8. Principaux avantages et inconvénients de la société agricole

- La possibilité, du point de vue fiscal, de garder le bénéfice des taxations forfaitaires et donc de limiter les coûts liés à la tenue d'une comptabilité de société.
- L'assimilation de l'exploitation à titre d'associé gérant d'une société agricole à l'exploitation personnelle.
- La possibilité de bénéficier des aides à l'agriculture (FIA), notamment dans la reprise de parts.
- Pas d'activités commerciales possibles au sein de la société.
- La responsabilité illimitée du ou des gérants.
- Le prélèvement obligatoire au profit des associés gérants.
- Le caractère nominatif des parts et les limitations imposées à leur cession.
- Le droit d'agrément et le droit de préemption des gérants en cas de cession de parts.
- Le rôle limité de l'associé commanditaire.

La société agricole est un bel outil mais le fait de la responsabilité illimitée du gérant en atténue l'attrait.

De même, le sort de l'associé commanditaire devrait être revu car il est peu attractif. Cependant, ce type de société est la seule réponse à la question de la constitution d'une société d'exploitation agricole dont les terrains sont en grande part exploités en location.

3. La société coopérative (sc)

La société coopérative est le plus souvent utilisée en agriculture dans le cadre de la diversification des activités, essentiellement lorsqu'il y a transformation et commercialisation des produits agricoles. Elle sert également de structure de base au travail en commun dans les coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun ou CUMA en abrégé. La spécificité de la coopérative de transformation et de commercialisation et de la CUMA vient essentiellement de l'imposition de conditions supplémentaires qui leur ouvrent l'accès à certaines aides spécifiques du fonds d'Investissement agricole (FIA).

Deux types de sc existent : la société coopérative à responsabilité limitée (**scrl**) et la société coopérative à responsabilité illimitée (**scri**).



les principales sociétés en agriculture

3.1. Nature

La sc est une société commerciale; elle dispose de la personnalité juridique (distincte de celle de ses

associés). La société a donc des droits et des devoirs qui lui sont propres en toute matière.

3.2. Constitution

La scl doit obligatoirement être constituée via un acte authentique c'est-à-dire passé devant un notaire. Cette obligation n'existe pas pour la scli. Un acte sous seing privé suffit ; cependant, l'intervention d'un notaire sera requise en cas d'apport de biens immobiliers.

L'acte de constitution doit toujours comprendre les statuts.

Dans une scl, un plan financier doit également être déposé chez le notaire, ainsi qu'une attestation bancaire certifiant quelle part du capital a été souscrite et effectivement libérée en numéraire.

3.3. Apports des associés

Les apports constitutifs du capital social peuvent être réalisés en numéraire (argent) ou en nature par les associés. Tout apport est donc mis à disposition de la société pour qu'elle puisse réaliser son objet social.

Dans une scl, le capital minimum souscrit est de 18.550 €. Ce capital doit être libéré c'est-à-dire mis à disposition de la société, à concurrence du tiers, soit minimum 6.200 €.

Dans une scl, les apports en nature, tels que les biens d'exploitation, doivent toujours faire l'objet d'un rapport effectué par un réviseur d'entreprise qui en atteste les valeurs. Dans une scli, un rapport d'évaluation des biens fait de bonne foi par les associés fondateurs est suffisant.

Chaque associé, quant à lui, doit libérer chacune des parts qu'il a souscrites à concurrence d'un quart minimum.

Dans une scl, la loi n'impose aucun capital minimum mais il est cependant préférable d'envisager un capital minimum adapté aux besoins de fonctionnement de la société.

Une caractéristique essentielle de la sc est de comporter deux types de capital :

- le **capital variable** qui, comme son nom l'indique, varie en fonction des entrées et des sorties des associés et peut donc être illimité;
- le **capital fixe** qui représente la valeur minimale du fonds social, en dessous duquel on ne peut pas descendre sous peine de rendre caduque l'existence même de la société. Il est intangible et correspond au capital fixé dans les statuts de la société.

C'est l'assemblée générale des associés qui décide quand les associés doivent libérer leurs parts au-delà de la part minimum (par exemple lorsque la société a besoin de trésorerie). La même assemblée peut également poursuivre l'exécution forcée de paiement vis-à-vis d'un associé récalcitrant.

Enfin, le capital social peut être augmenté ou réduit. Il peut augmenter en fonction de l'admission de

les principales sociétés en agriculture

nouveaux associés. Il y aura lieu, dans ce cas, d'effectuer les formalités dans le registre des associés (voir infra). Cependant, en cas d'augmentation du capital fixe, un acte notarié (scl), la publication et l'enregistrement seront nécessaires.

Si le capital se trouve réduit en dessous du minimum statutaire, par suite de retraits de participation (par démission, décès, exclusion,...), cela entraîne la dissolution de la société. Les associés doivent veiller à racheter les parts de l'associé sortant pour éviter cette situation.

3.4. Associés

26

Dans toute sc, le nombre d'associés est de minimum trois personnes physiques (même des époux) et/ou morales. La variabilité du nombre de coopérateurs est une des caractéristiques de la sc. Ainsi, moyennant le respect de certaines règles, un coopé-

rateur peut démissionner ou entrer dans la coopérative avec retrait ou ajout du capital en conséquence, sans autres formalités qu'une inscription au registre des associés.

Comment admettre un nouvel associé ?

La loi prévoit que, sauf stipulation contraire des statuts, l'assemblée générale statue en matière d'admission de nouveaux associés. Les fondateurs ont toute liberté pour fixer les conditions et la procédure d'admission des futurs membres. Ces stipulations ne sont soumises à aucune condition de forme. Autrement dit, les statuts peuvent déléguer le pouvoir d'agrément à un autre organe que l'assemblée générale, tel que le conseil d'administration. Ceci évitera de devoir convoquer une assemblée générale extraordinaire. Les statuts peuvent également prévoir que l'organe compétent a un pouvoir souverain d'appréciation qui empêche toute contestation en cas de refus. Ainsi, par exemple, les statuts peuvent indiquer que le conseil d'administration agréé les nouveaux associés qui souscrivent aux conditions fixées par le conseil.

Une remarque est cependant à faire par rapport à l'agrément au Conseil national de la Coopération (CNC, voir infra). Le CNC stipule que la société ne peut, dans un but de spéculation, refuser l'affiliation d'associés que s'ils ne remplissent pas les conditions générales d'admission. En effet, la coopérative, se caractérisant par sa dimension humaine et non par la recherche du profit individuel, ne pourrait refuser un associé sous prétexte qu'il n'apporte pas (suffisamment) de capitaux à la société.

Enfin, l'admission d'un nouvel associé se fera, soit par cession de parts entre associés, soit par la souscription de nouvelles parts. Dans ce dernier cas, il s'agira, soit d'augmentation du capital variable, ce qui ne nécessite aucune formalité, soit d'augmentation du capital fixe, ce qui nécessite une publication au « Moniteur belge » et un enregistrement.

les principales sociétés en agriculture

3.5. Gestion

Sauf disposition contraire des statuts, la société coopérative est gérée par un administrateur, associé ou non, nommé par l'assemblée générale des associés.

En principe, chaque coopérateur dispose d'autant de voix à l'assemblée générale qu'il a de parts, mais ce

droit peut être limité. Ainsi, pour pouvoir bénéficier des aides du FIA, ce droit de vote doit être limité à 20 % des voix présentes ou représentées à l'assemblée générale. Cette limitation est de 10 % pour pouvoir bénéficier de l'agrément au Conseil national de la Coopération.

3.6. Responsabilités

Dans une scl, l'engagement de chaque coopérateur à l'égard de la société se limite au montant du capital qu'il a souscrit. Attention cependant, quand la société souscrit un emprunt bancaire, l'engagement peut être élargi au niveau personnel dans le chef des fondateurs, administrateurs et autres coopérateurs si la caution solidaire et indivisible est exigée par la banque.

Dans une scli, chaque coopérateur est responsable de façon illimitée et solidaire de tous les engagements de la société. Il n'y a donc pas de protection du patrimoine privé des associés vis-à-vis des risques de l'entreprise.

Sur la base des statuts, le conseil d'administration et l'administrateur délégué ont le pouvoir de repré-

senter la société. Ils engagent valablement la société sous réserve qu'ils respectent les règles légales en la matière. A défaut de respecter ces règles et s'ils outrepassent leur mandat, leur responsabilité personnelle peut être engagée.

La responsabilité des administrateurs et administrateur(s) délégué(s) est engagée en cas de faute grave et caractérisée ayant entraîné la faillite de la société.

En cas de faillite prononcée dans les trois premières années de vie de la société, les associés-fondateurs sont tenus solidairement responsables des engagements de la société si la part fixe du capital est jugée insuffisante pour assurer sa viabilité. A cet égard, le plan financier, obligatoire dans une scl, est un élément essentiel.

3.7. Parts

Les parts sont nominatives et leur valeur est fixée par les statuts. Elles ne sont pas cessibles en principe mais les statuts peuvent déroger à cette règle

en désignant les tiers ou les catégories auxquelles ces tiers doivent appartenir.

3.8. Durée

En principe, la société coopérative est constituée pour une durée illimitée, sauf dispositions spéciales des statuts.



les principales sociétés en agriculture

3.9. L'agrération au Conseil national de la Coopération

Un Conseil national de la Coopération (CNC) a été créé afin de promouvoir toutes mesures propres à diffuser les principes et l'idéal coopératif, d'adresser et de relayer auprès des ministres concernés, ainsi qu'au Conseil central de l'Economie, les avis et propositions concernant les problèmes relatifs à

l'activité coopérative et afin d'agréer leurs statuts. La Fédération wallonne de l'Agriculture est membre du CNC et y représente un nombre important de coopératives agréées dans le secteur agricole, notamment des coopératives d'utilisation de matériel agricole en commun.

28

Pour être agréés, les statuts d'une coopérative doivent respecter les grands principes suivants :

- l'adhésion volontaire, exempte de tout élément de contrainte. La société ne peut, dans un but de spéculation, refuser l'affiliation d'associés ou ne prononcer leur exclusion que s'ils ne remplissent pas ou cessent de remplir les conditions d'admission ou s'ils commettent des actes contraires aux intérêts de la société;
- l'égalité ou la limitation du droit de vote à l'assemblée générale. Les parts du capital social, même si elles sont de valeurs différentes, doivent conférer, par catégories de valeur, les mêmes droits et obligations. Cependant, tous les associés ont voix égale en toutes matières aux assemblées générales. Toutefois, les associés peuvent prendre part au vote pour un nombre de voix qui ne peut excéder, à titre personnel et comme mandataire, le dixième des voix attachées aux parts représentées ;
- la désignation par l'assemblée générale des membres du conseil d'administration et du collège des commissaires. Si l'un ou plusieurs d'entre eux ne sont pas nommés par l'assemblée générale, mais désignés par une autre assemblée, l'assemblée générale doit avoir le droit de ne pas ratifier cette désignation. En outre, le mandat des administrateurs et commissaires doit être gratuit (sauf éventuellement, rémunération d'une délégation comportant des prestations spéciales et permanentes) ;
- un taux d'intérêt modéré, limité aux parts sociales. Le taux d'intérêt octroyé aux parts du capital social ne peut dépasser 6 % net, à l'heure actuelle ;
- l'accord d'une ristourne aux associés.

L'excédent d'exploitation, obtenu après déduction des frais généraux, charges, amortissements, réserves et, s'il y a lieu, intérêt aux parts sociales du capital, ne peut être attribué aux associés qu'au prorata des opérations qu'ils ont traitées avec la société.

3.10. Régime fiscal

Les avantages principaux de l'agrération par le CNC sont d'ordre fiscal:

- **absence de requalification d'intérêts en dividendes.** Les intérêts des acomptes sont « requalifiés » en dividendes si le taux d'intérêt est supérieur au

taux d'intérêt du marché ou lorsque le montant des acomptes est supérieur au capital versé (c'est-à-dire libéré), majoré des réserves imposables au début de la période imposable. Dans les sociétés agréées par le CNC, les créances des associés dans la société ne sont pas considérées comme des acomptes et ne font

les principales sociétés en agriculture

donc pas l'objet des règles de requalification. Dès lors, les intérêts d'avance sont soumis au précompte mobilier de 15 % et non au taux de 25 % ;

- **exemption du précompte mobilier.** Les dividendes perçus par les associés d'une société coopérative agréée sont immunisés d'impôt et donc de précompte mobilier, à concurrence de 160 € par an et par famille (exercice d'imposition 2006) ;

- **taux réduit à l'impôt de sociétés.** L'application du taux réduit est soumise, en règle générale, au respect

de certaines conditions. Certaines d'entre elles ne s'appliquent pas aux coopératives agréées. Ainsi, les sociétés coopératives agréées peuvent bénéficier du taux réduit à l'impôt des sociétés, même si elles n'alloient pas à au moins un associé personne physique, soit une rémunération d'au moins 30.000 € à charge du résultat de la période imposable, soit une rémunération équivalente à ce revenu imposable, si ce dernier n'atteint pas 30.000 € (exercice d'imposition 2006).

3.11. Aides publiques

Les coopératives peuvent bénéficier d'aides du FIA à divers titres (voir infra). Lors de la constitution d'une sc, il est nécessaire de limiter l'objet social à une activité principale, soit la production, soit l'utilisation de matériel agricole en commun, soit la trans-

formation et la commercialisation, mais il est possible d'ajouter qu'elle peut aussi réaliser toute autre opération en rapport avec son objet social et citer une ou les autres possibilités.

3.12. Principaux avantages et inconvénients de la société coopérative

- la responsabilité limitée dans le cadre d'une scl, responsabilité illimitée pour une scri ;
- la possibilité de bénéficier d'aides spécifiques du fonds d'Investissement agricole (FIA) pour certains types de coopératives (CUMA, coopératives de commercialisation, ...) ;
- la possibilité d'obtenir le taux réduit à l'impôt des sociétés si la sc est agréée au Conseil national de la Coopération ;
- le caractère variable du capital : admission ou retrait d'associés possible sans devoir procéder à une augmentation ou à une diminution de capital, pour autant que le capital fixe reste identique ;
- la comptabilité complète et l'impôt des sociétés (coûts administratifs) ;
- la cession de bail à ferme qui est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du bailleur, en cas de transfert des baux, dans le cas d'une société d'exploitation agricole.

La société coopérative est un outil essentiel dans la création des sociétés en agriculture car il est particulièrement adapté aux projets de travail en commun.



les principales sociétés en agriculture

4. La coopérative d'utilisation de matériel agricole en commun (CUMA)

30

Jacques est agriculteur en Hesbaye et souhaite acheter une nouvelle moissonneuse-batteuse. Son exploitation comprend 70 ha de cultures à moissonner.

L'investissement envisagé s'élève à 125.000 €. Sur la base d'un taux d'intérêt de 4,8 % et d'un amortissement en 10 ans, le remboursement annuel s'élèvera à 15.800 €, soit 225,71 €/ha.

Il serait intéressant pour Jacques de s'associer avec Mathieu et Thierry, deux agriculteurs voisins, qui exploitent chacun 60 ha à moissonner.

Le fait de constituer une CUMA ouvrira les portes à la subvention-intérêt du FIA, laquelle va limiter l'intérêt à charge à 3 %. D'autre part, l'investissement sera amorti sur une superficie plus grande.

Ainsi, le remboursement annuel passera à 14.562,50 € pour 190 ha, soit 76,64 €/ha. Les frais fixes à l'hectare seront diminués des deux tiers.

De plus, les factures émises par la CUMA pour les travaux de moissonnage effectués chez les associés seront déductibles de leurs revenus professionnels, quel que soit leur régime fiscal.

L'objet social de la CUMA doit concerner l'agriculture, l'horticulture ou l'élevage dans les exploitations de ses membres et, principalement, l'achat et l'utilisation de matériel agricole et horticole au profit de ses membres. Accessoirement, la CUMA peut prescrire des services agricoles pour des tiers. Le chiffre d'affaire doit être généré pour plus de 50 % par des prestations au profit des coopérateurs eux-mêmes.

La majorité des coopérateurs doivent être des agriculteurs à titre principal et chacun d'entre eux doit avoir un siège d'exploitation à une adresse différente. Si deux coopérateurs sont associés d'une même exploitation (l'exemple typique est l'association père/fils), il faudra au moins deux sièges d'exploitations différents dans la CUMA.

Les statuts de la société doivent permettre de favoriser l'admission de nouveaux associés. Les statuts doivent prévoir qu'aux assemblées générales, chaque coopérateur dispose au moins d'une voix et que le nombre de voix dont un coopérateur dispose, quel

que soit le nombre de parts en sa possession, soit limité à 20 % des voix attachées aux parts présentes ou représentées.

Le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération qui est actuellement de 6 %.



les principales sociétés en agriculture

4.1. Les aides publiques

Moyennant le respect de ces conditions particulières, qui pratiquement sont très proches de celles exigées dans le cadre de l'agrément au Conseil national de la Coopération, le fonds d'Investissement agricole (FIA) peut intervenir avec trois types d'aides.

• **les aides à l'investissement** (subvention-intérêt et garantie de la Région wallonne) : pour l'achat de matériel lié à des spéculations particulières ou nécessaire au transport, à la manutention ou au stockage, pour la construction ou l'achat d'immeubles servant à abriter le matériel de la CUMA. Il est important que ces immeubles soient érigés sur un fonds appartenant à la CUMA ou du moins sur un fonds dont elle a la jouissance pour une durée au moins égale à la garantie.

La subvention-intérêt est de maximum 5 %, avec un minimum de 3 % à charge de la société. L'aide est de maximum 180.000 € par agriculteur membre de la CUMA et de 720.000 € par CUMA. L'investissement et la demande de crédit afférente doivent porter au moins sur 6.198 € hors TVA, par agriculteur membre. Ces montants sont fixés par période de 6 années consécutives. En règle générale, la valeur de la subvention ne pourra jamais dépasser 26,25 % de la valeur de l'investissement immobilier et 15 % du montant des autres investissements. La durée d'intervention est de 7 ans pour le matériel neuf, éventuellement réduite à 5 ans pour le matériel d'occasion.

La garantie de la Région wallonne peut s'élever jusqu'à 75 % du montant du crédit, avec un plafond de dix fois le capital souscrit et pour 10 ans maximum.

• **l'aide au démarrage des groupements reconnus.** Cette aide vise à couvrir les frais de gestion justifiés de la première année d'activité du groupement (par exemple, les frais de constitution, de comptabilité,

d'achat de matériel informatique, etc.). Le groupement doit être composé d'au moins trois membres exploitants agricoles au sens de la réglementation FIA et ne peut être dissous avant la sixième année. L'aide au démarrage ne peut dépasser annuellement le total des coûts de gestion justifiés de la première année d'activité, ni 50 % du budget global du groupement. Cette aide est plafonnée à 22.500 € par groupement. Elle est payée à concurrence de 50 % la première année et de 25 % chacune des 2 années suivantes.

• **l'aide aux groupements fourragers** (en région défavorisée uniquement).

Les groupements dont l'objet est la production fourragère et l'équipement de pâturages exploités en commun peuvent bénéficier d'aides publiques à l'investissement collectif en matériel et d'aides au fonctionnement.

Des conditions supplémentaires sont à respecter :

- le groupement compte au moins trois exploitants agricoles au sens de la réglementation FIA;
- il exploite au moins 40 % de la superficie utilisée dans les régions défavorisées ;
- la superficie s'élève au moins à 3 ha par membre du groupement ;
- la durée d'activité du groupement est de 5 ans au moins.

Le respect de ces conditions permet d'octroyer au groupement fourrager:

- une aide à l'investissement qui est une prime en capital égale à 25 % du prix d'acquisition, hors TVA, du matériel.

L'investissement minimum est de 2.479 € et le montant de l'aide ne peut dépasser 150.000 € par investissement collectif, 750 € par hectare de pâturage amélioré et 7.300 € par hectare de culture irriguée ;

les principales sociétés en agriculture

- une aide au fonctionnement, non cumulable avec l'aide au démarrage dont question plus haut.

Cette aide est forfaitaire et vise à couvrir les frais occasionnés par la tenue d'une comptabilité de

gestion. Elle s'élève à 1.239 € indexés par groupement de trois exploitants agricoles, pendant 5 ans, augmentés de 148 € par exploitant supplémentaire, jusqu'à cinq.

4.2. L'enregistrement comme entrepreneur

En principe, la CUMA est une entreprise de prestations de services. A ce titre, elle doit être enregistrée comme entrepreneur. Si elle ne travaille que pour ses membres, il est toléré que la CUMA ne soit pas enregistrée mais cette solution n'est pas conseillée.

En effet, toute personne faisant appel aux services d'un entrepreneur non enregistré est considérée comme solidairement responsable de ses dettes fiscales et sociales.

4.3. La fiscalité et le fonctionnement de la CUMA

La CUMA sera soumise, comme toutes les sociétés commerciales, à l'impôt des sociétés. La CUMA est également assujettie à la TVA. Elle doit donc facturer toutes les prestations qu'elle effectue.

Le taux de 6 % est applicable pour les services agricoles avec prestations de main-d'œuvre.

En l'absence de prestation de main-d'œuvre prouvée, l'administration fiscale considèrera qu'il s'agit

d'une location de matériel de la CUMA à son associé et cette location sera facturée au taux de 21 %.

Le coopérateur qui effectue la prestation de service doit donc facturer sa main-d'œuvre à la CUMA. La CUMA, quant à elle, facturera la prestation de services agricoles à l'associé ou au tiers qui en aura bénéficié.



les principales sociétés en agriculture

Comment rétribuer la main-d'œuvre ?

1ère possibilité : facturer ses prestations à la CUMA

- Si l'agriculteur coopérateur bénéficie du **barème forfaitaire**, il ne peut en principe pas établir de factures. Cependant, il pourra bénéficier du régime de franchise de taxes pour les petites entreprises. Ce régime lui permet d'établir des factures, sans TVA, à concurrence de 5.580 € par an. Il ne pourra pas, dans ce cas, récupérer la TVA sur les intrants. Au-delà de ce montant, l'agriculteur devra passer au régime normal de la TVA pour toutes ses activités indépendantes, ferme comprise.
- L'agriculteur soumis au régime normal de taxation facture sa main-d'œuvre au taux de 21 % de TVA.

Dans les deux cas, le coopérateur devra ajouter les revenus de ses prestations à ses revenus imposables.

2ème possibilité : recevoir une rémunération de la CUMA.

La société attribue aux coopérateurs administrateurs une rémunération de dirigeant d'entreprise pour les travaux et services prestés. L'assemblée générale annuelle décide du tarif horaire applicable. Les associés concernés devront, bien entendu, déclarer ces rémunérations à l'impôt sur les revenus.

4.4. La fiscalité du coopérateur

La CUMA est une personne morale distincte de ses associés. L'agriculteur coopérateur pourra donc déduire des revenus de son exploitation propre les factures de la CUMA pour les travaux agricoles.

Si l'agriculteur bénéficie du **barème forfaitaire**, il ne pourra déduire les factures de travaux adressées par la CUMA que dans une certaine limite. En effet, le barème forfaitaire ne permet pas la déduction de certains travaux, tels le labour ou le fauchage. En outre, la déduction des factures est plafonnée (par exemple 340 € l'hectare en région limoneuse pour l'année de revenus 2006). Le prix payé doit être en rapport avec le prix du marché pratiqué par les entreprises de travaux agricoles.

Si la coopérative émet une facture de location de matériel agricole c'est-à-dire sans main-d'œuvre, elle ne sera pas déductible. Les ristournes, c'est-à-dire les correctifs de prix que la coopérative est autorisée à faire à ses associés, sont censées être comprises dans le bénéfice semi-brut de l'exploitation et ne seront donc pas à ajouter au bénéfice taxable de l'exploitation.

Si l'agriculteur détermine ses revenus imposables selon les résultats d'une **comptabilité (même simplifiée)**, toutes les factures, aussi bien de travaux que de location, seront déductibles des revenus imposables de l'exploitation agricole. Par contre, les ristournes éventuelles seront taxables.

les principales sociétés en agriculture

5. La coopérative de transformation et de commercialisation

34

Trois agriculteurs de la même région sont producteurs de pommes de terre. Tous trois voudraient lancer un projet visant à commercialiser leur production. Pour répondre aux attentes des opérateurs du marché qui demandent que les pommes de terre leur soient livrées selon un calendrier précis, il faut pouvoir les stocker. Construire une unité de stockage est un investissement manifestement trop lourd pour une exploitation individuelle.

Les trois agriculteurs décident de constituer ensemble une société coopérative dont l'objet social sera le stockage et la commercialisation de la production de pommes de terre des exploitations des associés. Un tel projet rentre dans les conditions imposées par le fonds d'Investissement agricole : ils pourront donc bénéficier d'une aide pour financer l'investissement projeté.

L'objet social de la coopérative de transformation et de commercialisation doit concerner l'agriculture, l'horticulture ou l'élevage dans les exploitations de ses membres et principalement être lié à l'amélioration et à la rationalisation du traitement, de la transformation ou de la commercialisation de produits agricoles.

Comme pour les CUMA, la majorité des coopérateurs doivent être des agriculteurs à titre principal et chacun d'entre eux doit avoir un siège d'exploitation à une adresse différente.

Si deux coopérateurs sont des associés d'une même exploitation (l'exemple typique est l'association

père/fils), deux sièges d'exploitations distincts sont requis.

Les statuts de la société doivent permettre de favoriser l'admission de nouveaux associés. Ils doivent prévoir qu'aux assemblées générales, chaque coopérateur dispose au moins d'une voix et que le nombre de voix dont un coopérateur dispose, quel que soit le nombre de parts en sa possession, soit limité à 20% des voix attachées aux parts représentées. Le dividende annuel ne peut dépasser le pourcentage défini par le Conseil national de la Coopération qui est actuellement de 6 %.

5.1. Les aides publiques

Moyennant le respect de ces conditions particulières, diverses aides sont possibles dans le cadre du FIA ou du Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (FEOGA) :

- les aides à l'investissement (subvention-intérêt et garantie de la Région wallonne) pour les investissements meubles ou immeubles nécessaires à la réalisation de l'objet social.



les principales sociétés en agriculture

La subvention-intérêt est de maximum 5 %, avec un minimum de 3 % à charge de l'exploitant. L'investissement et la demande de crédit afférente doivent porter au moins sur 6.197 € hors TVA et maximum 360.000€ par agriculteur membre de la coopérative.

Les investissements subsidiés doivent s'inscrire dans une dynamique favorable à la réalisation de certains objectifs, tels le développement de la qualité des produits, leur contrôle, la création de nouveaux débouchés. Ces montants sont fixés par période de 6 années consécutives.

La garantie de la Région wallonne peut s'élever jusqu'à 75 % du montant du crédit, avec un plafond de dix fois le capital souscrit et ce, pour 10 ans maximum ;

• **l'aide au démarrage des groupements reconnus**, aux mêmes conditions que pour les CUMA (voir supra).

• **les aides du Fonds européen d'Orientation et de garantie agricole (FEOGA)**

Le « programme de Développement rural » (PDR) contient une mesure d'aide aux entreprises de transformation et de commercialisation des secteurs agro-alimentaire et du bois, encore appelée « concours FEOGA ».

Le FEOGA peut octroyer son concours pour l'amélioration des conditions de transformation et de commercialisation des produits agricoles et sylvicoles. Il n'est accordé que si une aide régionale d'au moins 5% du montant des investissements éligibles a été versée à la coopérative dans le cadre du FIA.

L'aide de 12 % (20 % en Hainaut), sous forme d'une subvention en capital, peut être majorée pour les produits biologiques et autres qualités différenciées reconnues. Les dépenses éligibles peuvent concerner

la construction et l'acquisition de biens immobiliers, les machines et équipements nouveaux, certains frais (architectes, ingénieurs, consultants, ...). Diverses exclusions sont précisées, notamment l'achat de terrains et habitations, de mobilier et matériel de bureau, sauf informatique, les réparations, entretiens, embellissements, ...

Les principaux secteurs et thèmes concernés sont :

- le lait et les produits laitiers : normes sanitaires et protection de l'environnement, sans augmentation des capacités pour le lait de vache (sauf biologique) ;
- les fruits et légumes, produits horticoles non comestibles : centres de regroupement et conditionnement, transformation (sauf produits excédentaires) ;
- pommes de terre et plants : stockage, transformation, commercialisation des plants indigènes, usages non alimentaires nouveaux ;
- viande et produits de viande, volailles, lapins, oeufs : ateliers de découpe, amélioration de la qualité sanitaire, innovations technologiques, protection de l'environnement, pas d'augmentation de la capacité d'abattage (sauf en qualité différenciée) ;
- céréales : stockage différencié dans le cadre d'une filière avec certification et traçabilité, pas d'augmentation de capacité de stockage, sauf en remplacement d'anciennes installations ou en céréales biologiques ;
- bois: abattage, débardage, écorçage, débitage, stockage et autres opérations précédant le sciage industriel, sans préjudice à l'environnement. Pas d'investissements concernant les arbres de Noël ou arbres ornementaux.

La réglementation en Région wallonne est fixée jusqu'au 15 octobre 2006. Elle sera adaptée ensuite aux nouvelles orientations de la Commission européenne.

les principales sociétés en agriculture

5.2. La fiscalité et le fonctionnement de la coopérative

Comme toutes les sociétés commerciales, la coopérative est soumise à l'impôt des sociétés et assujettie à la TVA. Elle vend des produits agricoles après

stockage et transformation éventuelle. C'est le taux de TVA de 6 % qui est applicable à ces opérations.

6. La société de personnes à responsabilité limitée (sprl)

36

La sprl est le plus souvent utilisée en agriculture dans le cadre du développement d'activités connexes à l'agriculture générale: poulailler, porcherie, activité d'entreprise de travaux agricoles, par exemple.

Cependant, une exploitation agricole peut également être gérée sous la forme d'une sprl.

Il y a de nombreux points communs entre la scl et la sprl. Le nombre d'associés est de minimum une

personne, physique et/ou morale (sprlu). La gestion de la sprl est assurée par un ou plusieurs gérants qui ne sont pas nécessairement des associés.

La sprl est une société commerciale qui dispose de la personnalité juridique. Comme la scl, la sprl a donc des droits et des devoirs qui lui sont propres en toute matière.

6.1. Constitution

L'acte de constitution d'une sprl doit faire l'objet d'un acte authentique devant un notaire.

Dans une sprl, un plan financier (étude budgétaire préalable de rentabilité) doit également être déposé

chez le notaire, ainsi qu'une attestation bancaire concernant la mise à disposition de la part du capital en numéraire souscrit et libéré.

6.2. Apports des associés

Le capital social minimum souscrit dans une sprl est le même que dans le cas de la scl, c'est-à-dire de 18.550 €. Ce capital doit être libéré à concurrence du tiers, soit minimum 6.200 €. Chaque associé doit quant à lui libérer ses parts souscrites en numéraire à concurrence d'un cinquième de sa souscription. Les apports en nature doivent être entièrement libérés.

Lorsqu'il s'agit d'une sprlu, la loi exige que le capital soit libéré à concurrence de 12.400 € minimum. Comme dans une sprl, les apports en nature doivent faire l'objet d'un rapport de réviseur.

C'est l'assemblée générale des associés qui décide quand un associé doit libérer ses parts (par exemple quand la société a besoin de trésorerie). La même assemblée peut également poursuivre l'exécution forcée de paiements vis-à-vis d'un associé récalcitrant.

Enfin, le capital social peut être modifié sur décision de l'assemblée générale, sans jamais pouvoir descendre en dessous du minimum légal.

les principales sociétés en agriculture

6.3. Gestion

La sprl est gérée par un ou plusieurs mandataires, personnes physiques ou morales, associés ou non, que l'on nomme « gérants ». Le gérant est nommé par les associés, soit dans l'acte constitutif, soit au cours d'une assemblée générale. Cette nomination peut être faite pour une durée déterminée ou non. Dans le cas d'une nomination dans l'acte constitutif, il s'agit

d'un gérant statutaire. Il ne peut être démis de ses fonctions que moyennant modification des statuts. Le gérant peut percevoir une rémunération pour sa gestion. Le montant en est fixé par l'assemblée générale des associés. Le gérant est soumis au statut social des travailleurs indépendants et paie donc des cotisations sociales en fonction de ses revenus.

6.4. Responsabilité des associés et du gérant

Dans une sprl, l'engagement de chaque associé à l'égard de la société se limite au montant du capital qu'il a souscrit.

Cependant, quand la sprl souscrit un emprunt bancaire, l'engagement peut être élargi au niveau du patrimoine privé des fondateurs, administrateurs et autres associés, si la caution solidaire et indivisible est exigée par la banque.

Le gérant est investi du pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers et en justice. La sprl est toujours valablement représentée par un de ses gérants, sauf si les statuts imposent l'intervention de plusieurs gérants.

Ils engagent valablement la société, sous réserve du respect des règles légales en la matière. Cependant, si le gérant n'est pas personnellement lié par les enga-

gements de la société, il est néanmoins responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées, ainsi que des manquements ou fautes de gestion. S'il ne commet pas de faute dans l'exécution de son mandat, l'assemblée générale annuelle des associés lui donne décharge pour les actes accomplis. Si le gérant outrepassé son mandat, sa responsabilité personnelle peut être engagée.

La responsabilité des administrateurs et administrateur-délégué est engagée en cas de faute grave et caractérisée ayant entraîné la faillite de la société. En cas de faillite prononcée dans les 3 premières années de vie de la société, les associés fondateurs sont tenus solidairement responsables des engagements de la société si la part fixe du capital est jugée insuffisante pour assurer sa viabilité.

6.5. Parts

Les parts sont nominatives, avec ou sans valeur nominale. Les parts attribuent ou non un droit de vote, mais les parts sans droit de vote ne peuvent représenter plus du tiers du capital social. Toutes les parts confèrent un droit égal dans la répartition des bénéfices et des produits de liquidation.

Il est tenu, au siège de la société, un registre des parts et un registre de obligations (voir scl). Les cessions et transmissions de parts ne sont opposables vis-à-vis de la société et des tiers qu'à dater de leur inscription dans ce registre.

les principales sociétés en agriculture

Les parts sont cessibles entre vifs ou pour cause de décès d'un associé sans conditions particulières :

- à un autre associé ;
- au conjoint du cédant ;
- à des ascendants, descendants en ligne directe (parents, grands-parents, enfants et petits enfants) ;
- à d'autres personnes mentionnées dans les statuts.

Dans tous les autres cas de cession, l'agrément de la moitié au moins des associés, possédant les trois quarts au moins du capital, déduction faite des parts à céder, est requis.

Les statuts peuvent aussi imposer des conditions plus restrictives.

38

6.6. Durée

En principe, la sprl a une durée illimitée, sauf dispositions spéciales des statuts.

6.7. Principaux avantages et inconvénients de la sprl

- La responsabilité limitée, donc, en principe, le patrimoine privé des associés n'est pas soumis aux risques de l'entreprise.
- La possibilité de bénéficier des aides du fonds d'Investissement agricole (FIA), moyennant le respect de certaines conditions supplémentaires. Dans ce cas par exemple, les gérants doivent être des associés.
- La possibilité, dans certaines limites, pour la personne physique de donner les biens immeubles

dont elle est propriétaire en location à la société.

- La comptabilité complète (coûts administratifs).
- L'impôt des sociétés (non-application des taux réduits sur les aides européennes, applicables en personne physique).
- Si la société est une société d'exploitation agricole, attention au transfert des baux, car la cession de bail à ferme est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du bailleur.



les principales sociétés en agriculture

7. La société anonyme (sa)

La société anonyme (sa) est une société dans laquelle deux associés au moins sont disposés à investir du capital. C'est une société commerciale. En Belgique, ce type de société est choisi surtout par les grandes entreprises et par les PME, voire des sociétés de patrimoine constituées à des fins essentiellement fiscales, dans la mesure où les titres sont au porteur et cessibles.

7.1. Constitution

La société anonyme doit être constituée par acte authentique, devant un notaire. Préalablement à la constitution, un plan financier doit être rédigé. En opposition avec les sociétés de personnes, telles la sc ou la sprl, la personnalité des associés importe peu, en principe. Cela n'est pas vraiment réel dans le cadre de PME qui ont choisi le statut de société anonyme.

Les associés peuvent être des personnes physiques ou morales. Des époux peuvent constituer une sa si le contrat de la société n'est pas en opposition avec leur convention matrimoniale. Cependant, le nombre d'administrateurs doit toujours être au moins égal à trois.

7.2. Apport des associés

Le capital minimum à souscrire est de 61.500 €, en numéraire ou en nature. Chaque action doit être entièrement libérée pour un quart, mais le capital total libéré ne pourra être inférieur à 61.500 €. Les actions³ sont soit anonymes (au porteur), soit nominatives, soit dématérialisées.

Les apports en nature doivent faire l'objet de l'évaluation d'un réviseur. Pour les aides du FIA, les actions anonymes ne sont pas admises.

Une nouvelle législation portant suppression des titres au porteur, entrée en vigueur en décembre 2005, risque de mettre un bémol à la création de sociétés de patrimoine sous forme de société anonyme³. Seules quelques grandes lignes de la sa sont abordées ici.



³ (MB 23/12/2005) : A partir du 01/01/2008, une sa ne pourra plus émettre de titres anonymes au porteur. Ceux-ci devront être soit nominatifs, c'est-à-dire inscrits au nom du titulaire dans un registre, soit dématérialisés, c'est-à-dire représentés par une inscription sur un compte ouvert auprès d'une institution financière, au nom du titulaire).

les principales sociétés en agriculture

7.3. Principaux avantages et inconvénients

- La responsabilité limitée : en principe, le patrimoine privé des associés n'est pas soumis aux risques de l'entreprise.
- La possibilité de bénéficier des aides du fonds d'Investissement agricole (FIA), moyennant le respect de certaines conditions supplémentaires, telles le caractère nominatif des parts et leur détention en majorité par les administrateurs ou gérants choisis parmi les associés, étant entendu que ces administrateurs ou gérants doivent consacrer au moins 50% de leur temps de travail à l'activité agricole dans la société et tirer de cette activité au moins 50 % de leurs revenus.
- La possibilité, dans certaines limites, pour la personne physique de donner les biens immeubles dont elle est propriétaire en location à la société.
- La comptabilité complète (coûts administratifs).
- L'impôt des sociétés (non-application des taux réduits sur les aides européennes, applicables en personne physique).
- Si société d'exploitation agricole, attention au transfert des baux, car la cession de bail à ferme est interdite sans l'autorisation préalable et écrite du bailleur.
- Le risque de perte du caractère familial de la société si les modalités de cession de parts ne sont pas strictes (si actions au porteur).
- La lourdeur de la prise de décision.
- Le capital de départ élevé.

marche à suivre pour créer une société

Marche à suivre pour créer une société

41

Voici un récapitulatif des principales démarches à entreprendre, de préférence en ayant au préalable déjà bien réfléchi à sa situation, ses objectifs et ses souhaits.

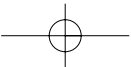
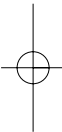
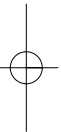
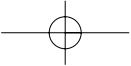
- S'adresser à un ou plusieurs conseillers (conseiller fiscal, comptable, notaire, ingénieurs agronomes des services extérieurs de la DGA, etc.)
 - pour évaluer le projet ;
 - pour rédiger les statuts.
- S'adresser à un comptable pour élaborer un plan financier (pas obligatoire pour la sri et la société agricole).
- Passer l'acte de constitution chez le notaire (pas obligatoire pour la sri et la société agricole sauf apport de biens immeubles) et y déposer le plan financier.
- Faire enregistrer l'acte constitutif auprès d'un bureau de l'enregistrement. Cela lui confère une date certaine.
Depuis le 1er janvier 2006, les droits d'enregistrement sur les apports ont été ramenés à 0 %.
- Déposer les statuts au greffe du Tribunal de commerce.

Le greffe se charge de l'introduction des données dans la banque-carrefour des entreprises, de procéder à la publication de l'acte au « Moniteur belge » et de fournir le numéro d'entreprise.

- S'adresser à un guichet d'entreprise muni du numéro d'entreprise donné par le greffe. Dès l'octroi de ce numéro, l'entreprise est opposable aux tiers. Le numéro d'entreprise correspond au numéro de TVA.

Le guichet d'entreprise vérifie si toutes les conditions d'accès à la profession, quand elles existent, sont remplies pour ensuite inscrire l'entreprise en tant qu'entreprise commerciale et noter les activités économiques exercées. Si l'exercice de l'activité agricole seule ne requiert aucun accès à la profession, être dirigeant d'entreprise demande des connaissances de gestion de base à démontrer en fonction du diplôme obtenu.

Les sociétés agricoles, bien que sociétés civiles, doivent également suivre cette procédure et déposer leur acte de constitution auprès du greffe du Tribunal de commerce qui tient également un registre des sociétés agricoles.



les frais de constitution d'une société

Les frais de constitution d'une société

43

Voici un récapitulatif des frais à envisager pour constituer une société, puis la gérer.

- Le droit d'enregistrement sur les apports (0% depuis le 1er janvier 2006).
- Les frais d'intervention d'un guichet d'entreprise.
- Dans les sociétés à responsabilité limitée, le contrôle et les rapports du réviseur pour les apports en nature.
- Les honoraires pour l'établissement du plan financier par un comptable ou un expert-comptable.

- Les honoraires et frais divers du notaire, calculés sur la base du capital souscrit.

- Les frais de publication au « Moniteur belge ».

Ensuite, il faudra prévoir annuellement :

- une cotisation sociale « société » (en 2006 : 347,50 € ou 852,50 € si le total du bilan excède 532.022,59 €) ;
- les honoraires de comptabilité ;
- la publication du bilan à la Banque nationale (srl, sprl, sa).

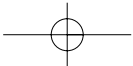
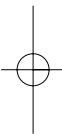
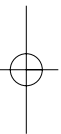
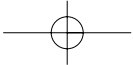


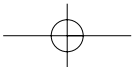
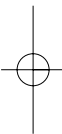
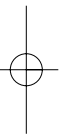
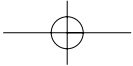
tableau récapitulatif

Tableau récapitulatif

Tableau comparatif des principales formes de sociétés

	Personne physique	Association personnes physiques	Société agricole	SCRL	SCRI	SPRL	SA
Nature	/	/	société civile	société commerciale	société commerciale	société commerciale	société commerciale
Nombre minimum d'associés	/	deux	deux trois si option I SOC*	trois	trois	deux un si SPRL d'une personne	deux
Responsabilité limitée	non	non	oui (associés commanditaires) non (associés gérants)	oui	non	oui	oui
Capital souscrit	/	libre	6200 € au minimum 30 950 € si option I SOC	18 550 €	libre	18 550 € au minimum	61500
Capital libéré	/	libre	intégralement	6 200 €	min 1/3 du cap souscrit	6 200 € 12 400 € si SPRL d'une personne	intégralement
Apport de travail	/	oui	non	non	non	non	non
Actions	/	/	nominatives	nominatives	nominatives	nominatives	au porteur ou nominatives**
Transfert d'actions	/	/	strictement limité	uniquement à des associés	uniquement à des associés	limité	presque libre
Direction	/	/	associés gérants	gérant ou administrateur	gérant ou administrateur	gérant	3 administrateurs au moins
Acte de constitution	/	conseillé par écrit (preuve)	sous seing privé sauf si apports biens immobiliers	acte notarié	sous seing privé sauf si apports biens immobiliers	par acte notarié	par acte notarié
Plan financier	non	non	non	oui	non	oui	oui
Réviseur d'entreprise	non	non	non	oui	non	oui	oui
Comptabilité selon loi comptes annuels	non	non	non	oui	non	oui	oui
TVA régime agricole	oui	oui	oui	non	non	oui, accepté	non
Barème agricole possible	oui	oui	oui	non	non	non	non
Impôt des personnes physiques	oui	oui	oui	non	non	non	non
Impôt des sociétés	non	non	oui, si option I SOC	oui	oui	oui	oui
Impôt de liquidation sur réserves	non	non	si option pour I. Soc.	oui	non	oui	oui
Accord du bailleur requis	/	non	non	oui	oui	oui	oui
Intervention du FIA	conditions normales	conditions normales	conditions normales	oui sous conditions	oui sous conditions	conditions supplémentaires	conditions supplémentaires

* I SOC = impôt des sociétés
** l'émission de titres au porteur ne sera plus permise à partir du 1er janvier 2008; les titres au porteur existants devront avoir été convertis en titres nominatifs ou dématérialisés pour le 31 décembre 2012 au plus tard.



Glossaire

47

Activité agricole

La production, l'élevage ou la culture de produits agricoles, y compris la récolte, la traite, l'élevage et la détention d'animaux à des fins agricoles.

Agriculteur

Une personne physique ou morale ou un groupement de personnes physiques ou morales, quel que soit le statut juridique conféré selon le droit national au groupement ainsi qu'à ses membres, dont l'exploitation se trouve sur le territoire de la Communauté et qui exerce une activité agricole.

Exploitation

Ensemble des unités de production gérées par l'agriculteur et situées sur le territoire d'un même Etat membre.

(Ces trois définitions sont extraites du règlement européen (CE) n° 1782/2003 du 29/9/03)

Agriculteur à titre principal

La personne physique qui exerce une activité agricole, horticole ou d'élevage, qui obtient de cette activité un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable du revenu global issu de son activité professionnelle et qui y consacre plus de 50 % de la durée de son temps de travail annuel.

Apport

Chaque personne qui s'engage en tant qu'associé dans la société, lui apporte soit de l'argent (apport en numéraire), soit des biens (apports en nature), soit son travail (apport en industrie).

Seuls l'argent et les biens peuvent contribuer à constituer le capital social.

Tout apport est donc mis à la disposition de la société pour réaliser son objet social.

Banque-carrefour des entreprises

Registre créé au sein du service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie, en remplacement du registre de commerce. Il contient une base de données sur les personnes physiques, les personnes morales ou associations qui exercent, en Belgique, une activité commerciale, occupent du personnel ou sont assujetties à la TVA.

Capital social

Le capital social représente le montant total des engagements des associés à l'égard de la société, c'est-à-dire qu'il constitue la garantie des tiers traitant avec elle.

Il est constitué d'apports mis en commun par les associés.

Ce capital indique la marge de manœuvre financière dont dispose l'administration de la société pour mener

glossaire

à bien la poursuite de l'objet social de la société. L'importance du capital est donc déterminée par le type de société, les statuts et les besoins liés aux projets de la société.

Le capital représente la valeur minimale du fonds social en dessous duquel on ne peut pas descendre, sous peine de rendre caduque l'existence même de la société : il est intangible. Il correspond au capital qui est fixé dans les statuts de la société.

48

Capital souscrit : la souscription du capital est l'engagement des associés dans la société, en contrepartie d'un certain nombre de parts sociales.

Capital libéré : la libération du capital est le paiement effectif des parts sociales (en argent ou en nature).

Dividende

Quote-part des bénéfices réalisés par une entreprise et attribuée à chaque part de capital détenue par les associés.

Fonds d'Investissement agricole (FIA)

Aides aux structures dans le secteur agricole gérées en Wallonie par la direction générale de l'Agriculture du ministère de la Région wallonne, avec l'intervention financière de la Commission européenne. Au départ, il s'agissait d'un fonds et l'appellation est restée, bien qu'actuellement les moyens relèvent du budget de la DGA.

Objet social

L'ensemble des activités que la société pourra exercer, c'est-à-dire « son métier ».

Plan financier

Etude budgétaire de rentabilité préalable à la constitution d'une société et déposée chez le notaire instrumentant. Ce plan doit démontrer que la société dispose des moyens suffisants (capital) pour pouvoir remplir ses engagements durant les 2 années suivant sa constitution.

Il peut être transmis au tribunal en cas de faillite endéans les 3 ans de la constitution.

Statuts

Ensemble des articles définissant la société et fixant ses règles de fonctionnement.

